

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : A. JAULIAC
☎ : 04.56.59.49.55
📠 : 04.56.59.49.96

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

N° 2011222-0026

Le Préfet de l'Isère
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son livre V, titre 1^{er} (I.C.P.E.) et son article L.514-1 ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la société UNIDECOR sur son site situé dans la zone industrielle « La Gloriette » sur la commune de CHATTE, et notamment les arrêtés préfectoraux n°2002-12823 du 9 décembre 2002 et n°2006-09392 du 27 décembre 2006 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes, en date du 2 août 2011, réalisé à la suite d'une visite d'inspection approfondie effectuée le 1^{er} juillet 2011 sur le site ;

CONSIDERANT que lors de sa dernière visite sur le site, l'inspection des installations classées a constaté que certaines dispositions des arrêtés préfectoraux n°2002-12823 du 9 décembre 2002 et n°2006-09392 du 27 décembre 2006 n'étaient pas respectées, à savoir :

- volume des rétentions associées au stockage d'huile et solvants usagés insuffisant
- absence de plan des réseaux d'égouts à jour
- rejets des eaux de lavage au nettoyeur haute-pressure dans les eaux souterraines
- absence de rétention des eaux d'incendie
- absence de dispositif de protection des puits d'infiltration ;

CONSIDERANT que le non respect des dispositions prévues par les arrêtés susvisés est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L 511-1, du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) du Code de l'Environnement ;

Signature

CONSIDERANT qu'il convient de faire application de l'article L 514-1, Section 1, Chapitre IV, du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er – La société UNIDECOR est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants fixés à compter de la notification du présent arrêté :

→ les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2002-12823 du 9 décembre 2002, applicables à son site implanté sur la commune de CHATTE, et notamment les prescriptions :

- des articles 2.4.4.3 et 2.4.6.2 **dans un délai de 8 jours.**
- de l'article 2.4.8.2 **dans un délai d'1 mois,**
- de l'article 2.4.3 **dans un délai de 3 mois,**

→ les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2006-09392 du 27 octobre 2006, applicables à son site implanté sur la commune de CHATTE, et notamment les prescriptions :

- de l'article 2.3 **dans un délai de 8 jours,**
- de l'article 2.4 **dans un délai de 6 mois.**

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de Chatte et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société UNIDECOR.

Fait à Grenoble, le **10 AOUT 2011**

Le Préfet,

*Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général*

Frédéric PERISSAT